

INJEP NOTES & RAPPORTS

■ **Avril 2025**
■ INJEPS-2025/08

Précarité étudiante

Des arbitrages au quotidien

pour les jeunes – SYNTHÈSE

ÉTUDES ET RECHERCHE

■ Anne-Cécile CASEAU, chargée d'études et de recherche, INJEP

La précarité étudiante est devenue centrale dans le débat public depuis quelques années, et les alertes sur la situation des étudiant·es¹ n'ont cessé de se multiplier autour des questions de l'alimentation, de l'accès au logement, du coût de la vie ou de la santé mentale.

Notre enquête cherche à éclairer le quotidien d'étudiant·es qui sont ou ont été confronté·es à la précarité au cours de leurs études. Ce faisant, elle questionne les formes d'arbitrages ou d'aménagements qui se décident dans des périodes de restrictions budgétaires et d'incertitude des ressources. Le cadre institutionnel, le contexte social et économique, les ressources disponibles représentent des contraintes dans les parcours des étudiant·es, et forment les espaces dans lesquels ils et elles évoluent et sont amené·es à faire des choix.

Enquêter sur la précarité étudiante à partir de cette problématique des « choix » et des aménagements conduit à réfléchir à la fois à ce cadre ainsi qu'aux marges de manœuvre que les étudiant·es s'octroient ou négocient, et aux ressorts de leurs stratégies pour rendre soutenable leur quotidien. Comment s'opère la hiérarchisation des besoins pour organiser le quotidien ? Quels « choix » sont retenus quand il faut arbitrer entre diverses options ? Peut-on d'ailleurs vraiment parler de choix quand la contrainte qui s'exerce est aussi forte ? À quoi faut-il renoncer ? Quelles dépenses ou quels projets doit-on suspendre ? Vers qui, ou quoi, se tourner en cas d'urgence ?

Pour répondre à ces questions, des entretiens semi-directifs ont été réalisés : l'appel à participation à cette enquête invitait à un entretien tout étudiant·e inscrit·e dans une formation d'enseignement supérieur d'Île-de-France, et se sentant concerné·e par la précarité. De janvier à juillet 2023, nous avons rencontré 43 étudiant·es âgé·es de 18 à 29 ans et inscrit·es en majorité dans six universités publiques en Île-de-France. Pour compléter l'analyse du contexte d'études en Île-de-France, des entretiens de cadrage ont aussi été réalisés avec quatre responsables de l'aide pour les étudiant·es dans des universités franciliennes, avec des membres de l'association Cop1, et avec une responsable des politiques à destination des jeunes précaires au niveau départemental. Enfin, pour approfondir la question des difficultés dans le domaine de l'alimentation, et du recours à des distributions alimentaires et de biens de première nécessité, l'enquête s'appuie sur des séquences d'observation, participante et non participante, lors de distributions des associations Cop1 (3) et Linkee (1), et auprès d'un service de médecine préventive universitaire (1).

Issu·es en majorité de milieux populaires, la plupart des étudiant·es de l'enquête ont déjà conscience, dès leur arrivée dans les études supérieures, des contraintes financières qui pèsent sur leur famille et de la manière dont leurs parcours d'études vont nécessiter des arrangements pour financer leurs années de formation. Ces arrangements varient et touchent à la fois à la situation résidentielle, au contenu et au format des études, ainsi qu'aux modalités de financements de ces dernières. Il y a ceux et celles qui restent vivre chez leurs parents (en minorité dans cette enquête), ceux et celles qui s'orientent vers des formations en alternance (parfois dès la première année des études) et ceux et celles qui acceptent des études dans un contexte plus coûteux que s'ils et elles étaient resté·es à proximité de leur famille parce qu'ils espèrent une insertion professionnelle réussie dans le domaine de leur choix et pour qui l'Île-de-France, et plus particulièrement Paris, est au cœur de la promesse d'un marché du travail accueillant.

L'analyse des parcours d'études sur plusieurs années permet d'envisager certaines facettes précises de la précarité étudiante : les fragilités du soutien financier familial pour des étudiant·es de milieux populaires, les obstacles que rencontrent les étudiant·es étranger·es, la dépendance vis-à-vis des aides

¹ L'écriture inclusive, qui repose dans ce rapport sur l'utilisation du point médian (étudiant·e) et le dédoublement (il et elle), vise en particulier à rendre visible le genre des personnes ayant participé à l'enquête.

publiques et les conséquences d'un retard de versement, les effets de la crise sanitaire de 2020. Ces parcours éclairent aussi la manière dont les étudiant·es ont trouvé des solutions pour stabiliser leur situation, à la fois par des décisions visant le moyen ou long terme (autour de l'orientation dans les études et de l'emploi pendant les études), et des décisions sur le court terme, qui relèvent plus de la gestion de l'urgence.

La précarité étudiante : au-delà du manque d'argent, une insécurité globale aux multiples facettes

Comment définir la précarité étudiante ? Comment la qualifient les principaux concernés ? Si la dimension financière liée à des restrictions budgétaires et des ressources instables apparaît centrale, le terme de précarité renvoie à une condition d'insécurité sociale associée à la dégradation des conditions de vie des étudiant·es et à la nature de leurs difficultés financières, matérielles et psychologiques. Son intensité ressentie ou réelle peut donc varier et des tentatives de mesure ont, par exemple, été proposées par le Réseau des observatoires de l'enseignement supérieur (Réso-sup) ou l'Observatoire de la vie étudiante (OVE).

Ces évaluations quantitatives, résumées dans le tableau suivant et basées sur des indicateurs synthétiques, montrent qu'il est difficile de quantifier le nombre d'étudiants précaires, car la précarité prend des formes multiples (ressources financières, emploi pendant les études, sentiment d'isolement, renoncement aux soins, expérience de la faim, perception de sa santé). Ces analyses permettent par ailleurs de mettre en évidence les facteurs qui exposent à un plus grand risque de précarité : la décohabitation, la nationalité étrangère et l'origine sociale plus modeste sont ainsi des déterminants de la précarité, auxquels s'ajoute parfois le genre selon les études suivies. Plusieurs analyses soulignent aussi la manière dont l'exposition à la précarité est particulièrement forte en Île-de-France, en raison du coût du logement et de la vie.

TABLEAU S1. RÉCAPITULATIF DES MESURES DE LA PAUVRETÉ ET LA PRÉCARITÉ

ENQUÊTE	MESURE	POPULATION	RÉSULTAT
DREES et INSEE ENRJ 2014	Pauvreté monétaire	5 576 jeunes âgés de 18 à 24 ans	28,7 % des jeunes en études
	Pauvreté en conditions de vie		24,2 % des jeunes en études
OVE – Conditions de vie 2023	Indicateur de précarité ressentie	49 523 étudiant·es	20,0 % (difficultés financières)
			30 % (restrictions budgétaires)
OVE – L'étudiant confiné 2020	Indicateur de difficultés financières ressenties	6 130 étudiant·es	32,3 % (difficultés financières)
Conditions de vie et de santé des étudiants – 2017 – Beaupère et Collet	Score de vulnérabilité	7 974 étudiant·es	22 % (3 critères sur 9)
Mission précarité Nanterre - 2022	Score de précarité	2 500 étudiant·es	20 % (5 critères sur 12)

Ces données quantitatives permettent de saisir l'ampleur et les différentes formes de la précarité étudiante, mais elles ne rendent pas compte de l'expérience vécue par les étudiant·es. Dans les définitions proposées par les étudiant·es participant à notre étude, la précarité est souvent pensée à partir de considérations financières et de l'expérience du manque d'argent pour vivre confortablement, en lien avec des notions de privation, de sacrifice, ou de calcul pour en qualifier les conséquences dans leur vie quotidienne, comme le décrit Floriane, étudiante en L2 dans une université parisienne :

« Pour moi, c'est ça la précarité, c'est-à-dire de ne plus pouvoir, en fait, être tout le temps en survie et tout le temps ne pas pouvoir profiter de la vie et être en plaisir des choses. Parce qu'on est toujours en train de penser à comment on va gérer ce nouveau problème qui nous arrive dessus. »

L'absence de ressources financières suffisantes affecte tout un ensemble d'aspects de la vie, que cela soit lié dans le quotidien au logement, à l'alimentation, à la mobilité, mais aussi plus largement aux interactions avec les autres, à l'orientation et à la poursuite d'études, et au rapport à l'avenir. D'autres dimensions viennent nourrir les définitions proposées, appréhendant l'expérience de la précarité autour des « choix » contraints qu'il faut faire pour se débrouiller et poursuivre ses études. La précarité est ainsi pensée à partir des conséquences d'une période d'incertitude sur leur quotidien, de ce que cela les oblige à faire. Cette incertitude est source de détresse et provoque le sentiment d'être tout le temps préoccupé·e par l'origine ou le montant des ressources financières, par la question du logement, ou encore par la façon d'entreprendre des démarches administratives importantes par exemple.

Une dernière dimension de la précarité mise en avant par les étudiant·es est celle liée à la solitude et la difficulté à se sentir accompagné·e ou entouré·e. La précarité relationnelle caractérise les difficultés que peuvent connaître les étudiant·es à tisser des liens et se sentir intégré·es dans leur univers social environnant, comme l'illustre Estelle, étudiante en deuxième année dans une école de travail social :

« [...] il y a aussi tout l'aspect, ou de, enfin de solitude, de tout ça qui rentre en jeu et qui... En plus, ça fait un peu des cercles vicieux parce que moins on a de moyens, moins on sort, moins on rencontre des gens, plus on est seul, plus... enfin. Et c'est un peu... Ouais, c'est un peu une spirale, quoi. »

Des équilibres budgétaires fragiles : jongler entre aides, emploi et soutien familial pour financer ses études

Comment « tenir » financièrement pendant ses études ? D'où viennent les ressources nécessaires pour assumer les charges du quotidien ? En France, selon l'Enquête nationale sur les ressources des jeunes (ENRJ) de 2014, les ressources des 18-24 ans combinent un « mélange » d'aides publiques et de revenus du travail, avec des parts variables selon le contexte familial et le soutien éventuellement apporté par les parents. Les parcours des étudiant·es ayant participé à cette enquête illustrent la manière dont ces différentes formes de ressources se combinent dans des équilibres souvent fragiles qui se reconfigurent au fil du temps, du fait des décisions prises par les étudiant·es, mais parfois aussi des décisions prises « pour » les étudiant·es – comme dans le cas d'une perte d'emploi ou le retard de plusieurs mois dans le versement d'une aide publique.

Le soutien financier familial conserve une place importante dans les budgets étudiants, mais ce « filet de sécurité » est souvent fragilisé pour les étudiant·es précaires. La majorité des parents des participant·es à l'enquête ont des revenus plutôt modestes, voire faibles, qui empêchent souvent la mise en œuvre d'une aide mensuelle fixe d'un montant suffisant pour couvrir les dépenses. Morgane, qui termine des études dans le domaine de la culture dans une université francilienne, explique ainsi qu'en dehors d'une aide « en urgence » reçue en licence lorsque sa bourse était en retard, elle sait que ses parents ne peuvent pas la soutenir financièrement :

« Les parents, ils aident plus parce qu'ils peuvent pas, tout simplement. Je prends mon exemple. Personnellement, mes parents, ils ont deux enfants à charge encore. Donc... Et ils sont au collège, donc c'est pas possible. Même s'ils aimeraient m'aider, bien sûr, mais ils ne peuvent pas. Et je comprends entièrement. »

Dans certains cas, une aide prévue initialement par les parents cesse abruptement, lorsque ces derniers connaissent des déconvenues personnelles ou professionnelles. Ce sont parfois les étudiant·es qui vont alors soutenir financièrement leurs parents, une situation observée dans l'enquête pour des étudiant·es étranger·es ou des étudiant·es cohabitant·es. L'aide d'autres membres de la famille ou de l'entourage peut aussi venir compléter le soutien parental ou s'y substituer, au début des études, ou dans des situations de crise, sans que cela puisse représenter pour les étudiant·es une stabilisation durable de leur budget.

Les aides publiques jouent un rôle important dans la construction des ressources pendant les études. Toutefois, une moitié des participant·es de l'enquête ne sont pas éligibles à la bourse, étant étranger·es récemment arrivé·es en France ou en alternance. Pour l'autre moitié, l'enquête montre comment les étudiant·es percevant une bourse à un échelon bas ou intermédiaire sont confronté·es à des situations de précarité, dans la mesure où ils et elles composent avec plusieurs sources de revenus, parce que la bourse n'est pas suffisante pour couvrir l'ensemble de leurs frais et que l'aide de leur famille est instable ou inexistante. Les aléas des retards ou refus de démarches administratives, tout comme les variations, d'une période à une autre, des montants alloués (des bourses, mais aussi des aides pour le logement), participent à construire le sentiment de précarité des étudiant·es. D'autant qu'ils et elles sont de surcroît inégalement doté·es et accompagné·es pour entreprendre ces démarches ou pour savoir vers qui se tourner pour obtenir de l'aide.

Les formes de soutien financier familial plus modestes, ou instables, couplées avec des insuffisances dans les aides publiques (notamment au regard du coût de la vie francilienne), poussent à trouver des ressources du côté de l'emploi. C'est ce qu'explique Laurie, étudiante en langues dans une université parisienne : lorsqu'elle voit que le versement de sa bourse est en retard, elle ne peut pas demander à ses parents (son père est chauffeur de VTC à la retraite et sa mère est en recherche d'emploi) de l'aider financièrement. L'emploi sera alors la solution « obligatoire » pour pouvoir subvenir à ses besoins :

« C'est le point primordial, parce qu'en fait, comme je n'ai pas reçu ma bourse en décembre, de septembre à décembre, je n'avais pas de revenus. Enfin j'avais mon travail, c'est pour ça que j'étais obligée de travailler. Sinon, j'aurais arrêté depuis... donc je travaillais parce que je devais financer mon loyer. »

Les expériences et les conditions d'emploi pendant les études peuvent produire beaucoup de fatigue et de découragement : contrats courts et peu rémunérés, horaires décalés, cumul d'une charge complète de cours avec 20 ou 25 heures de travail salarié pendant la semaine. Aniss, étudiant dans un IUT en périphérie de Paris, a trouvé un emploi dans un hypermarché, qui est à plus d'une heure de transport de son logement, et parfois en horaires décalés. Alors qu'il se lève à 4 h 30 le samedi matin, il peine à se concentrer sur ses études en raison de la fatigue qu'il ressent :

« Je me dis : après, je vais étudier. Je vais faire ça, des exos comme ça [sourir] pour préparer peut-être un examen ou un contrôle, mais parfois la fatigue m'empêche, je veux dire. Mais quand même, j'ai besoin de cet argent, de travailler. Et je veux dire, c'est ça, mon problème actuellement. »

L'instabilité de la combinaison entre ces différentes sources de revenus est caractéristique de la précarité étudiante. Au moindre imprévu, l'arrangement budgétaire s'effondre. La perte de 50 euros de bourse, par exemple ou l'augmentation de 10 % de la facture d'électricité pourront ainsi nécessiter de repenser urgemment l'organisation du quotidien.

Le logement au cœur des expériences de précarité

L'enquête souligne la centralité de la question du logement dans l'expérience étudiante et dans l'exposition à la précarité, les étudiant·es décohabitante·es y étant beaucoup plus confronté·es. Avoir un endroit où pouvoir se « poser », se reposer et être à l'abri est crucial, et pourtant, ce n'est pas aisé pour les étudiant·es dont les ressources sont limitées et qui cherchent à vivre en Île-de-France.

La première manifestation de ces difficultés est présente dans les parcours de ceux et celles qui restent vivre avec leur famille, en faisant des études dans la même région, même si souvent le site des études se trouve à plus d'une heure de leur logement. La cohabitation, plus souvent présentée par les étudiant·es en début d'études comme un rempart contre la précarité, puisqu'elle évite d'avoir la charge d'un loyer, est aussi une forte contrainte. Pour les cohabitante·es en fin d'études, l'impossibilité d'avoir eu son propre logement renvoie aussi à une forme de précarité, celle de ne pas avoir eu les moyens financiers suffisants et stabilisés pour se permettre de partir, malgré l'investissement de son temps dans des emplois étudiants et/ou des parcours en alternance, et d'avoir continué à faire des trajets très longs quasi quotidiennement.

Pour celles et ceux qui décohabitent, le loyer représente une charge principale de dépense chaque mois, et une source d'inquiétude financière importante. C'est le premier souci de Morgane, lorsque son aide pour le logement (APL) est en retard suite à un déménagement – il faut absolument payer le loyer, et l'idée de ne pas y arriver provoque des « crises d'angoisse » :

« Et j'ai eu vraiment très peur, d'ailleurs. Je... C'est la première fois que j'ai eu très, très peur parce que je me suis dit on va pas pouvoir payer le loyer. Et ça me faisait faire des crises d'angoisse de folie parce qu'on est restés jusqu'à... de septembre à presque le mois de janvier sans APL. [...] Je me disais on va se retrouver sans rien du tout. Si on n'a pas les APL en janvier, c'est fini. Je sais pas comment on va pouvoir faire. »

C'est à la fois le parcours de recherche du logement et les conditions de vie dans les logements trouvés qui exposent à la précarité. Les places dans les résidences universitaires sont limitées, alors que celles et ceux qui y ont accès soulignent l'avantage très fort dans leur quotidien d'avoir un loyer en dessous du prix du marché, tout en vivant à proximité de leur université. La plupart des étudiant·es qui décohabitent cherchent alors des opportunités sur le marché privé : leurs parcours résidentiels sont marqués par des périodes d'hébergement, de recherches infructueuses, de stratégies diverses pour se faire accepter par les agences ou les propriétaires. Les entretiens mettent en avant l'incertitude, le calcul et la peur de ne pas s'en sortir. Du fait des difficultés à trouver un logement, la possibilité de déménager si les conditions de vie dans le logement ne sont pas adéquates semble réduite. Les étudiant·es sont confronté·es à des conditions dégradées, liées à la mauvaise isolation, à des problèmes de nuisibles, à l'humidité ou au froid, et ne se sentent pas en position de partir. Ils et elles se retrouvent aussi parfois à accepter des logements très éloignés de leur lieu d'études et de travail, ce qui les conduit à passer deux ou trois heures par jour dans les transports en commun. Alors, comme le raconte Aude, dont l'université parisienne est très éloignée de son logement en Seine-Saint-Denis, la distance géographique contribue à son sentiment de mise à distance de la vie étudiante :

« Mais ça, je pense, ça peut impacter aussi la... la vie étudiante ou de faire... le fait de se faire des amis. Parce que si tout le monde habite à côté de l'école et toi, tu habites à trois heures d'ici, tu vas pas trop te dire je vais faire ami-ami, boire un verre après sur Paris, alors qu'il y aura plus de train à 20 h, ou à 21 h. »

Prioriser, renoncer, bricoler : des parcours émaillés de « choix »

La précarité se manifeste pendant les études, au quotidien, dans les difficultés à pouvoir faire face à des dépenses de la vie courante, et dans un fort sentiment d'insécurité. C'est l'« angoisse du manque » comme l'explique Zoé, en première année de licence à Paris, dont les ressources viennent de sa bourse (échelon 3, 345 euros) et une centaine d'euros de revenus grâce à un emploi étudiant. Une fois son loyer et ses charges payés, il lui reste autour de 150 euros, et l'impression de n'avoir aucune marge pour faire face à un aléa.

« Et il y a un peu cette angoisse quand même du manque parce que, enfin, je ne veux pas du tout avoir l'impression de me plaindre ou quoi, parce que je sais que je suis super chanceuse, mais j'ai 150 euros par mois ... Ben s'il y a un problème [...] même en essayant de dépenser le moins, à la fin du mois, il ne reste pas tant que ça. Et ça fait un peu peur de ne pas trop savoir comment les choses peuvent se passer. »

Ce sont des périodes où les étudiant-es évoquent différents « renoncements », « reports » ou « sacrifices », notamment autour de l'alimentation et des biens de première nécessité, mais aussi dans les domaines de la santé et des loisirs. L'alimentation est un domaine d'ajustement budgétaire pour les étudiant-es, comme dans le parcours de Vanessa, qui lorsqu'elle est confrontée à des difficultés financières et qu'il faut « se serrer la ceinture », s'organise pour « faire des économies sur l'alimentation ». Les difficultés pour s'alimenter, qui croisent des enjeux budgétaires, logistiques et d'emploi du temps, conduisent de nombreux et nombreuses étudiant-es à sauter des repas, à limiter les ingrédients dans leur assiette, et parfois à se tourner vers des aides alimentaires.

Bien qu'importante pour les étudiant-es, la santé est aussi un domaine fortement concerné par les décisions de renoncement. Les consultations médicales, pour des soucis ponctuels de santé, ou de suivi, notamment dentaire ou gynécologique, font l'objet de renoncements ou de reports pour des raisons financières, de logistique et de rapport au monde médical. Le suivi psychologique est très souvent évoqué et souhaité dans les périodes de restrictions financières et d'incertitude, pendant lesquelles certain-es étudiant-es identifient le besoin d'être accompagnés par une personne qui saurait les entendre et accueillir leurs inquiétudes. Pourtant, ces suivis sont souvent difficiles, voire impossibles, notamment sur une période prolongée, car le coût est perçu comme trop important. « OK, il faut que je fasse une thérapie », analyse Perrine, une étudiante en master dont les ressources mensuelles plafonnent autour de 500 euros et qui vit une période de détresse psychologique, « mais... avec quel argent ? Du coup [elle] ne fait] pas de thérapie ».

Le renoncement se fait aussi très fréquemment dans le domaine de la sociabilité et des loisirs, la priorité étant donnée à d'autres dépenses considérées comme plus essentielles, notamment celles qui touchent à l'alimentation et aux besoins de première nécessité. Toutefois, l'absence de liens amicaux et de pratiques de loisirs est vécue comme une souffrance, en décalage avec la vie étudiante imaginée. La détresse que provoquent ces renoncements, notamment lorsqu'ils s'étendent sur une période longue, peut conduire à faire évoluer les priorités. C'est ainsi que certain-es étudiant-es expliquent sauter un repas ou reporter une visite médicale pour avoir les moyens d'aller à un concert ou voir quelques ami-es.

La question des priorités que se fixent les étudiants est essentielle dans cet environnement instable où il est impératif de faire continuellement des choix. L'enquête identifie la manière dont elles se construisent de manière dynamique à partir de contraintes spécifiques, de l'environnement social, et des effets cumulés des choix du passé. Une priorité reste constante : pour celles et ceux qui ne cohabitent pas avec leurs parents, la priorité dans le budget est d'assurer le loyer et de se préserver de la perte de son logement. Sur les autres dépenses, les choix se font au fil de l'eau, en fonction d'opportunités comme de contraintes. Les dépenses inattendues, comme celles liées au recours à un serrurier, au montant plus

important que prévu d'une facture, ou à l'obligation d'acheter une tenue avant un entretien professionnel, obligent à revoir où mettre l'argent qui reste, s'il en reste.

Dans ce contexte, les dispositifs d'aide publique, à la fois dans le domaine de l'aide pour l'alimentation, pour les biens de première nécessité, mais aussi dans l'accès aux soins et dans les activités culturelles prennent une place importante. Les distributions alimentaires, qui se sont beaucoup développées sur les campus universitaires, apportent un soutien essentiel dans les périodes les plus difficiles : près de la moitié des étudiant·es décohabitante·s de l'enquête ont eu recours à une forme d'aide alimentaire. De même, les tarifs réduits et la gratuité, dans le domaine de la culture et des sports, facilitent l'accès aux loisirs des étudiant·es dont les moyens financiers sont très limités. Le Pass culture, la culture à petit prix avec la carte étudiante, les « bons plans » partagés sur les réseaux sociaux, la gratuité du sport dans certaines universités : voici quelques « solutions » présentées dans les entretiens pour maintenir des temps de loisirs ou de détente.

Accéder à ces aides nécessite parfois un temps d'apprentissage, et les étudiant·es manquent parfois de réseau ou d'information pour savoir comment en bénéficier. De plus, au-delà de la possibilité de connaître tout ce qui est proposé pour faciliter la vie des étudiant·es, les entretiens donnent à voir certaines inégalités face à ces propositions : entre les étudiant·es qui vivent à Paris et ceux et celles qui sont plus en périphérie ; entre les différentes universités, inégalement dotées ; entre les étudiant·es qui fréquentent les sites principaux et celles et ceux qui dépendent des antennes universitaires. Ce que la question du recours à ces aides diverses souligne alors est que la précarité peut se nicher justement dans les difficultés d'accès aux aides, le manque d'information, ou le sentiment d'illégitimité à y prétendre. Ce dernier obstacle est particulièrement fort dans le domaine des aides alimentaires, alors que de nombreux·ses étudiant·es, qui sautent régulièrement des repas en raison du coût de l'alimentation, expliquent ne pas se sentir concerné·es ou ciblé·es par ces distributions. Dans le domaine de la santé, il semble que les difficultés de recours aux aides sont particulièrement liées à un manque d'information ou à l'éloignement des services proposant des consultations gratuites.

Retrouvez l'intégralité du rapport téléchargeable sur www.injep.fr

PRÉCARITÉ ÉTUDIANTE

DES ARBITRAGES AU QUOTIDIEN POUR LES JEUNES

Ces dernières années, la précarité étudiante est devenue un sujet central du débat public, soulignant les difficultés multiples dans les domaines du logement, de l'alimentation, du coût de la vie et de la santé mentale pendant les études. Une enquête menée à l'INJEP en 2023 auprès de 43 étudiant·es francilien·nes explore les arbitrages et stratégies que les étudiant·es adoptent face à des contraintes budgétaires et incertitudes financières.

Issu·es en majorité de milieux modestes, ces étudiant·es jonglent entre aides publiques, soutien familial limité et emplois pour subvenir à leurs besoins. Le logement représente une dépense centrale et une source d'instabilité, obligeant certains à rester chez leurs parents ou à accepter des conditions de logement dégradées.

Le manque de ressources engendre des renoncements fréquents, affectant la santé, les loisirs, et la vie sociale. Bien que des dispositifs d'aide existent, leur accès reste inégal, freiné par des démarches complexes ou un sentiment d'illégitimité. Cette enquête met en lumière une précarité multiforme, qui n'est pas uniquement financière, et qui fragilise non seulement le quotidien, mais aussi le rapport à l'avenir des étudiant·es.



ISSN : 2727-6465